

44

organisations
internationales
en Suisse

430

 ONG
à Genève

177

pays représentés
par une mission
permanente

3,488

milliards de
francs de dépenses
en Suisse

En temps normal,
+ de 4600

visites par année de chefs
d'État, ministres
et autres dignitaires

Des contacts facilités
dotant la Suisse d'une
excellente plateforme pour
sa politique extérieure

ÉDITO

Une question de confiance

Le 15 novembre 1920, la Société des Nations tenait sa première assemblée à Genève. Il y a 75 ans, naissait l'ONU, qui lui emboîtait le pas. Quelle meilleure occasion avons-nous donc de lancer ce bulletin parlementaire d'information sur la Genève internationale et son importance pour l'ensemble de notre pays ?



« The Geneva "Big Four" Conference » – depuis la gauche : N. Boulganine (USSR); D. Eisenhower (USA); E. Faure (France); A. Eden (UK), Palais des Nations, Genève, Juillet 1955. © UN Photo/File/Patrick Jacquet.

Au siècle dernier, c'est bien la confiance qu'inspirait la Suisse qui a dicté le choix de Genève comme centre du multilatéralisme. Aujourd'hui, alors que nous vivons une crise sanitaire et économique planétaire, c'est à nouveau de confiance dont il est question. Plus que jamais, la population doit pouvoir croire en des instances de gouvernance qui répondent à cette crise les instances de gouvernance qui doivent répondre à cette crise. La Genève internationale et ses institutions, dont l'OMS, sont particulièrement concernées.

Une confiance à instaurer aussi dans le processus de numérisation, qui s'est accéléré avec la pandémie et qui nous met face à la vulnérabilité de nos données et à la nécessité de renforcer sa régulation. Plusieurs initiatives qui associent des acteurs de la Genève internationale, de l'Arc lémanique, des partenaires académiques et du secteur privé, comme Microsoft, vont dans ce sens.

Mesdames et Messieurs les Députés, héberger des organisations internationales est une responsabilité. Vous le savez bien, vous qui êtes sur le point de réitérer votre soutien financier à la rénovation du siège de l'UIT. Cet engagement contribue à positionner notre pays et ses atouts – ses compétences de mise en réseau, sa stabilité, sa fiabilité – sur la scène internationale.

Nous vous souhaitons une agréable lecture.

Les co-présidents de l'Intergroupe parlementaire « Genève internationale »
Andreas Aebi – Damian Müller – Elisabeth Schneider-Schneiter – Carlo Sommaruga

COMMERCE

L'espoir d'un débloccage

L'Organisation mondiale du commerce, qui fête ses 25 ans, attend toujours de désigner son prochain directeur général. Une nomination qui doit permettre à l'instance de restaurer la confiance et sortir de la crise institutionnelle dans un contexte d'échanges internationaux mouvant, comme en témoigne la création de la nouvelle zone de libre-échange regroupant 15 pays d'Asie-Pacifique. Alors que la nomination à la direction générale de la Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala, initialement prévue le 9 novembre, a été bloquée par les États-Unis, les membres de l'OMC attendent désormais la position de la nouvelle administration Biden à ce propos. Le président élu a signalé son soutien aux réformes de l'OMC et son intention de pacifier les conflits commerciaux. Il ressort toutefois de sa campagne, qu'il est peu probable qu'il s'engage rapidement dans la conclusion de nouveaux accords commerciaux. ■

L'OMS répond aux critiques

L'Assemblée mondiale de la santé, réunie début novembre à Genève, a réaffirmé dans une résolution l'importance de faire appliquer le Règlement sanitaire international afin de lutter de manière coordonnée et efficace face aux pandémies. L'organe décisionnel de l'Organisation mondiale de la santé exhorte ses 194 pays membres à renforcer leur dispositif de santé publique pour une meilleure détection des situations d'urgence et une réponse plus efficace à celles-ci. Plusieurs pays ont par ailleurs proposé des réformes, notamment pour faciliter l'accès de l'OMS aux données sanitaires. La marge de manœuvre de l'OMS demeure cependant réduite, avec un budget annuel de 2,66 mia de francs. Soit un montant inférieur à l'addition des financements directs du système de santé effectués par les cantons de Berne et Genève. ■

Covid-19: la Suisse au centre de la lutte

En termes de santé globale, Genève joue un rôle moteur grâce à l'initiative COVAX. Lancée par l'Alliance du vaccin (GAVI) en collaboration avec la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI) et l'OMS, elle vise à fournir 2 mia de doses des futurs vaccins contre SARS-CoV-2 et à garantir une distribution équitable de ceux-ci. La Suisse a confirmé sa participation à ce programme en septembre, avec pour objectif de procurer des vaccins à 20 % de sa population. La Confédération a alloué un budget de 300 mio de francs à leur acquisition.

Mais le rôle de la Genève internationale en matière de santé globale est beaucoup plus large. Elle accueille en effet de nombreux acteurs – OI, ONG, start-ups, universités – travaillant dans ce domaine. À titre d'exemple, le Geneva Health Forum, qui s'est ouvert mi-novembre, rassemble 80 pays et met en avant les innovations primordiales en temps de crise. Quant à la Drugs for Neglected Diseases initiative (DNDI), qui travaille sur le développement de traitements pour les oubliés de la médecine, et dont le directeur a récemment été primé par le prestigieux Prince Mahidol Award, elle a formé une large coalition internationale afin de mener des tests cliniques sur la COVID-19 en Afrique. ■

Les éléments de la confiance digitale



L'accroissement de la confiance dans le numérique exige une approche internationale. Il s'avère que plus de 50 % des discussions

mondiales sur les politiques numériques ont lieu à Genève. D'un pays à l'autre, les différences de protocoles, de législations et de politiques de données et de censure fragilisent l'émergence d'un internet aux règles et pratiques harmonisées. Dans son rapport sur la Gouvernance d'Internet, la Fondation pour Genève met toutefois en lumière les atouts de la ville dans ce contexte, en premier lieu la neutralité et la présence d'organisations internationales telles que l'UIT, l'OMC ou la CNUCED. Autre atout: le lancement, le 30 novembre, du Geneva Digital Atlas. Produit par la Geneva Internet Platform, l'Atlas permettra de visualiser l'ensemble des actions de régulation en cours sur des dossiers comme la 5G par exemple. Cette ambition s'inscrit parfaitement dans la stratégie numérique figurant dans le rapport publié par la Confédération début novembre et qui confirme l'importance de la Genève internationale dans le dispositif helvétique. ■

La crise sanitaire a accéléré le processus de transition vers le numérique

Le développement fulgurant d'internet ces 30 dernières années a soulevé des problématiques centrales aujourd'hui (sécurité, gestion des données, gouvernance, etc.). La Trust Valley, qui s'est récemment dévoilée au public, est née dans l'Arc lémanique pour relever ces défis. Cette « Vallée de la confiance » n'est pas uniquement lémanique et ambitionne de créer un réseau d'échanges pour toutes les entreprises du secteur. Le programme d'accélérateur pour start-up « Tech4Trust », a ainsi pour partenaires d'importants acteurs nationaux tels Swisscom ou l'Office fédéral de l'armement et son Cyber-Defence Campus, mais aussi internationaux comme PwC ou IPSOS. Elle comprend aussi le Cyberpeace Institute, créé et établi à Genève il y a un an, afin d'aider des secteurs d'importance majeure, comme la santé, à lutter contre la cybercriminalité. ■

Deux projets suisses fêtent leur anniversaire

La Suisse et Genève, souvent surnommée capitale mondiale de la paix, entendent continuer d'œuvrer pour la sécurité globale. La Confédération est passée de la parole aux actes en fondant il y a 25 ans le Geneva Center for Security Policy (GCSP) et, voici 20 ans, le Geneva Center for Security Sector Governance (DCAF). Deux organisations devenues incontournables dans les réflexions stratégiques sur la sécurité. Le GCSP propose par exemple une série de formations et de cours sur les risques géopolitiques ou la législation sur les armes. Le DCAF pour sa part a lancé un programme de soutien aux parlements des Balkans occidentaux afin de les aider à jouer un rôle plus efficace dans la gouvernance démocratique des secteurs de la sécurité nationale. ■



Selon les estimations de l'ONU, plus de la moitié de la population mondiale vit dans des zones urbaines, une tendance à la hausse. Les villes et les autorités locales sont donc appelées à jouer un rôle incontournable dans la gestion et la résolution des défis contemporains. C'est précisément pour faire entendre leur voix et les rapprocher des organisations internationales que le Geneva Cities Hub a été créé par la Ville et le canton de Genève, en collaboration avec la Confédération, en mars 2020. Des contacts ont déjà été établis avec l'Union des Villes Suisses. Le 6 octobre 2020 s'est également tenu le premier Forum des Maires, placé sous l'égide de la Commission économique de l'ONU pour l'Europe et qui a réuni environ 1000 participants. L'objectif était de renforcer la réponse des collectivités locales aux situations de crise. Elle a abouti à la « Déclaration de Genève des maires » qui encourage à repenser les villes dans un monde post-Covid-19, notamment en renforçant la résilience et la capacité d'anticipation grâce au partage d'expériences. ■